
Bilan de la gestion des matières résiduelles par la Nation huronne-wendat

31 mars 2025

Rapport de l'auditeur indépendant	1-2
Bilan de la gestion des matières résiduelles de la Nation huronne-wendat.....	3
Note complémentaire.....	4

Rapport de l'auditeur indépendant

Au ministère de
l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP)

Opinion

Nous avons effectué l'audit des informations financières présentées dans le bilan de la gestion des matières résiduelles par la municipalité de la Nation huronne-wendat (ci-après la « Nation ») ci-joint, pour l'exercice terminé le 31 mars 2025 ainsi que la note complémentaire, décrivant le référentiel d'information financière utilisé et le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement ci-après le « bilan »).

À notre avis, le bilan ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions en matière d'information sur la reddition de comptes des bénéficiaires pour le Programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination de matières résiduelles.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du bilan » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Nation conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du bilan au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation – Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la note 1 afférente au bilan, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le bilan a été préparé afin de permettre à la Nation de répondre aux exigences du MELCCFP. En conséquence, il est possible que le bilan ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et du Conseil à l'égard du bilan

La direction est responsable de la préparation du bilan conformément aux dispositions en matière d'information sur la reddition de comptes des bénéficiaires pour le Programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination de matières résiduelles, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un bilan exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux membres du Conseil de surveiller le processus d'information financière de la Nation.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du bilan

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le bilan pris dans son ensemble est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état financier prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que l'état financier comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux membres du Conseil notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Le 26 juin 2025

¹ CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A116139

Nation huronne-wendat**Bilan de la gestion des matières résiduelles**

Exercice terminé le 31 mars 2025

	Fonctionnement	Immobilisation	Total
	\$	\$	\$
Matières résiduelles résidentielles			
Cueillette et transport	166 556	—	166 556
Élimination	137 845	—	137 845
	304 401	—	304 401
Matières résiduelles secondaires (recyclables)			
Cueillette et transport	65 463	—	65 463
Traitement	5 359	—	5 359
Total des dépenses	375 223	—	375 223

Redevances	28 514
RECYC-QUÉBEC	37 746
	66 260
Excédent des dépenses sur les subventions	308 963

La note complémentaire fait partie intégrante du bilan de la gestion des matières résiduelles.

1. Méthode de comptabilité

Les coûts sont définis dans le guide d'information sur la reddition de comptes des municipalités pour le Programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination de matières résiduelles.